

Flashinfo

Organiser la lutte et gagner la mobilisation pour la reconquête de la Sécurité sociale

À ne pas entendre les revendications sociales portées par la CGT, le gouvernement Barnier a chuté. E. Macron et F. Bayrou n'ont pas tiré les leçons de la censure puisque, pour éviter un.e 1^{er} Ministre de gauche, ils font un gouvernement qui reste sous emprise du RN. B. Retailleau continue à sévir comme à Mayotte où il interdit la reconstruction des bidonvilles mais ne promet pas de constructions en dur, profite de la situation pour récupérer les centres d'accueil pour les transformer en écoles. Les immigré.es ne sont pas des boucs émissaires ! D'autres solutions pour l'école existent ! La France a laissé Mayotte s'enfoncer dans la misère, négligé les infrastructures et préfère **pourchasser les clandestins plutôt que d'offrir des conditions de vie dignes pour toute la population**. Comme pour les coupures d'eau fréquentes suite à la sécheresse sans précédent de 2023 et l'absence d'investissement dans les services de l'eau. Il est urgent d'investir à la hauteur des enjeux pour l'atténuation et l'adaptation à ces catastrophes appelées à se répéter. Plus que jamais, il en va de la dignité humaine et de notre avenir commun.

Un budget 2025 promis à 50 milliards d'économies ! Les coupes vont être drastiques si on laisse faire.

Les retraites de base vont être augmentées de 2,2%, ce mois-ci. Qu'on nous applique, a minima, le code de la Sécurité sociale n'est que justice. Ce n'est malgré tout pas suffisant pour garantir le niveau des pensions des retraité.es, notamment sur les plus petites, qui subissent de plein fouet l'augmentation des dépenses incompressibles et contraintes.

Plusieurs manifestations ont marqué le mois de décembre après l'action des retraité.es du 3 décembre sur tout le territoire, : les enseignant.es et salarié.es de l'Éducation Nationale devant les Directions Académiques, les cheminot.es devant des gares, les agent.es territoriaux et hospitaliers devant le siège de leur caisse nationale de retraite ainsi que des manifestations interprofessionnelles dans plusieurs dizaines de localités et des rassemblements devant des chambres patronales.

Le gouvernement Bayrou et le patronat doivent en tenir compte mais ils n'en prennent pas le chemin!

C'est pourquoi nous devons organiser la lutte et gagner la mobilisation pour la reconquête de la Sécurité sociale et du droit à la Santé avec le groupe des 9 organisations courant mars.

Pour calculer la baisse du pouvoir d'achat aller sur le calculateur de l'UCR : <https://union-confederale-retraites.cgt.fr>



Vie Syndicale

Les syndicats départementaux vont aider les sections à faire des réunions de syndiqué.es, créer les conditions pour la bataille des idées, faire le suivi des décisions et initiatives prises par les syndiqué.es et les salarié.es, organiser des AG, heures d'informations syndicales dans les services, œuvrer à la convergence des luttes, travailler à la syndicalisation tout au long de l'année. Commençons lors des AG et remises de FNI proposées par les sections UFR.

***Pour une société de solidarité
et d'émancipation humaine
que nous voulons construire
avec toutes et tous.***

Orange ProPME fait évoluer le mode d'attribution de la PVC mais toujours pour la faire baisser au maximum en mettant des objectifs de Chiffre d'Affaires inatteignables. Cette évolution détruit le pouvoir d'achat et la santé mentale et physique des salarié.es. La situation est telle qu'un Danger Grave et Imminent a été lancé et est suivi par les élues CGT FAPT de la CSSCT A2P IDF. Encore une fois, la direction ne semble pas concernée et reste dans le déni.

Petite enfance :

Les professionnels et les familles dénoncent la dégradation des conditions d'accueil et d'encadrement et exigent

1 professionnel pour 4 enfants, l'inversion du ratio 40/60 en faveur des professionnel.les diplômé.es, l'obligation d'au moins deux professionnels par structure pour garantir sécurité et accompagnement, l'augmentation immédiate des salaires. La CGT demande de prendre d'urgence **des mesures pour la qualité des modes d'accueil**, une réforme globale, et la création **d'un véritable service public de la petite enfance** à la hauteur des besoins.

Sauvegarde retraites envoie courriers et pétitions aux retraité.es pour exiger une loi garantissant « l'intégrité des régimes des retraites du privé, contre le hold-up des complémentaires, pour payer les avantages

éhontés des fonctionnaires qui partent 5 à 10 ans avant les autres » ???...La CGT a signé un accord, en 2023, pour s'opposer à la ponction du gouvernement dans les caisses complémentaires. Elle propose, entre autre, d'augmenter les ressources de l'Agirc-Arrco, en augmentant le montant de cotisation des entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale femmes/hommes.

La CGT loin devant !

Malgré une participation qui n'atteint que 4,09% au global, elle conforte sa place de première organisation

Résultat des élections des très petites entreprises



représentative des salarié.es des très petites entreprises avec **27,64% des voix et progresse de 1,6**, devant la CFDT 14,88 qui perd 1,58 talonnée par l'UNSA à 14,38 (-1,58). FO 11,69 (-2,15), CFTC 8,29 (+ 2,39), Solidaires 5,34 (+1,14) et CGC 4,1 (+0,25)

Assurance chômage des frontalier.ères : 1^{ère} victoire.

Pour déterminer l'allocation française de chômage, un salaire suisse de 1000 € serait devenu 550 €, un luxembourgeois 680 €, un belge 890 € en acceptant un emploi à un salaire moindre, pour 1,4 milliards d'économie en 4 ans. Face aux mobilisations, la ministre du travail ne valide pas cette réglementation. Avec leurs syndicats, les actions continuent !

Le RN ment et on le prouve !

Le RN se définit comme le parti qui défend les plus précaires. En fait, il instrumentalise la colère légitime des travailleurs. Bien que le RN dit faire du pouvoir d'achat sa priorité absolue, les députés RN, à l'Assemblée nationale, ont voté Contre **l'augmentation du salaire minimum** à 1500 euros net mensuel (voir site datan.fr), n'ont pas siégé en commission des affaires sociales pour soutenir la proposition de loi visant à **indexer les salaires sur l'inflation**, ont voté pour le **durcissement des droits à l'assurance chômage** et **contre le gel des loyers**.

A suivre.

Revaloriser le SMIC à 2000 € brut :

La France se place seulement au 6^{ème} rang des pays d'Europe en matière de salaire minimum, alors qu'elle est la 2^e économie de l'UE.

La CGT et L'Avenir social lancent un appel urgent à la solidarité avec le peuple de Mayotte.

Vous pouvez envoyer vos dons en précisant « CYCLONE CHIDO - MAYOTTE ».

Par virement : IBAN FR76 4255 9100 0008 0035 9721 126

Par chèque à l'ordre de L'Avenir social

263. rue de Paris – case 419 – 93514 Montreuil cedex

En 10 ans, le SMIC a eu la plus faible hausse d'Europe ! La CGT exige du gouvernement qu'il oblige les organisations patronales à se mettre en conformité pour qu'il n'y ait plus de grilles en-dessous du salaire minimum et la revalorisation du SMIC à 2000 € brut au 1^{er} janvier 2025.

Morts au travail : une aggravation alarmante

En 2023, 759 décès suite à un accident du travail soit + 21 décès sur 2022. Les moins de 25 ans sont particulièrement exposés : 33 décès en 2023. C'est le résultat de choix politiques sacrifiant la santé et la sécurité au nom de la rentabilité : des entreprises ne remplissent pas leur devoir de protection, l'Etat n'impose pas des règles de sécurité strictes. On ne peut pas tolérer l'inacceptable : la CGT exige une vraie sécurité au travail.

La poste précarise, puis licencie.

Fin 2024, La Poste communique par voie de presse pour annoncer un renforcement des équipes de distribution. Mais dans la réalité, elle décide de mettre un terme à tous les contrats d'intérim avant les fêtes de fin d'année. Ce vaste plan de licenciements concerne 20 000 équivalents temps plein. Les intérimaires seront donc toujours plus précaires et les possibilités d'embauches s'évaporent. Les postières et postiers restants subissent une surcharge de travail conséquente, source d'anxiogénéité. Les usager.es ont besoin d'un service public fiable qui s'appuie sur un niveau d'emploi suffisant et du personnel bien traité.

Ce n° de Vie Nouvelle rappelle notre refus d'économies sur notre dos... Mais, au-delà des aspects syndicaux, il parle par exemple des milliardaires versus gourous, de Louis Viannet, grande figure de la CGT, de la concrétisation d'un rêve d'enfant, d'un vigneron atypique, de l'occase à la mode, des nouveaux traitements pour le cancer...

16 € pour 1 an de découvertes !



RAFP

Cette retraite par capitalisation ne concerne que les fonctionnaires. Elle existe depuis 2005 et consiste en une cotisation fixe, traduite en point, sur une infime partie des primes non assujetties aux cotisations de la CNAV. On ne peut donc pas parler à son sujet d'un salaire socialisé sous forme de pension de retraite comme pour nos traitements. La valeur du point qui sert de base à son versement est fixée annuellement par l'organisme gestionnaire. En 2025, elle sera augmentée de 4%, après l'avoir été de 6,8% en 2024 et de 5,7% en 2023.

Gisèle Pelicot-Le procès du courage :

Nous saluons le courage de Gisèle Pelicot et de toutes les femmes victimes qui dénoncent les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent. Au-delà de ces effroyables viols commis à Mazan, le procès est plus largement le procès de la culture des violences contre les femmes qui n'épargne pas le monde du travail : harcèlements sexuels, agressions sexuelles, viols ! Les victimes doivent être protégées et l'impunité doit cesser.

INTERNATIONAL

Respect de la démocratie en République de Corée

Le Président coréen a voulu déclencher la loi martiale pour camoufler ses exactions. Il a tenté ainsi d'interdire, toutes activités politiques, syndicales, avec les médias sous surveillance et une paralysie de l'assemblée coréenne. Très rapidement, la population s'est mobilisée. La CGT rejette ces mesures antidémocratiques, soutient les travailleurs de Corée et toutes les forces démocratiques de Corée.

Bachar el-Assad, une longue chute de plusieurs années

La barbarie d'une dynastie sanguinaire prend fin. La CGT s'associe à la joie du peuple syrien, des millions de réfugiés qui vont pouvoir retrouver leur famille. Si cette libération est celle des Syriens eux-mêmes, la coalition qui l'a rendue possible est fragile. La CGT exprime sa solidarité aux femmes et aux hommes qui vont devoir construire un autre futur. Le peuple syrien est souverain et lui seul doit décider de son avenir.